



Trump ordonne un retrait américain de Syrie. Cette fois, cela pourrait être vrai

Par [M. K. Bhadrakumar](#)

Mondialisation.ca, 08 octobre 2019

[Indian Punchline](#) 21 janvier 2022

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le président américain Donald Trump n'est pas connu pour sa pratique du judo, à part les quelques techniques qu'il a pu apprendre de son homologue russe Vladimir Poutine, qui est ceinture noire. Mais ce que Trump vient de faire au président turc Recep Erdogan sort tout droit d'un concept de judo.

Profiter de l'élan de l'adversaire est une technique de judo futée. S'il vous charge et que vous restez planté là, il va vous faire tomber. Mais la vitesse qu'il gagne peut être simplement utilisée contre lui en se retirant, ce qui le fera tomber en avant. Vous pouvez économiser beaucoup de temps et d'énergie si vous pouvez mettre à profit l'élan de votre adversaire.

Erdogan a bruyamment menacé d'envahir la Syrie et de décimer les Kurdes syriens alignés sur les militaires américains qui ont pris racine dans les régions du nord de la Turquie. Au cours de l'année écoulée, les États-Unis ont essayé tour à tour d'apaiser Erdogan, de le flatter et même parfois de le menacer pour qu'il ne lance pas d'incursion dans le nord de la Syrie à l'est de l'Euphrate, où des poches résiduelles de Daesh existent toujours et où des milliers de combattants de Daesh sont internés dans des camps sous contrôle des Kurdes, leurs ennemis implacables.



A côté d'un véhicule blindé américain, des Kurdes de Syrie protestent contre la menace d'invasion militaire turque, province de Hasakeh, 6 octobre 2019

Samedi, Erdogan a perdu son sang-froid et [exposé un plan d'action](#). Il a menacé de prendre les choses en main et de lancer une invasion unilatérale à l'est de l'Euphrate « dès demain », car les États-Unis n'ont ni répondu à ses demandes de nettoyage du « corridor terroriste » le long de la frontière turque avec la Syrie, ni rempli leur part de l'accord visant à créer une « safe zone » dans le nord du pays, a-t-il déclaré.

Pour reprendre les mots d'Erdogan : « Nous avons terminé nos préparatifs et notre plan d'action, les instructions nécessaires ont été données. C'est peut-être pour aujourd'hui ou demain. Il est temps d'ouvrir la voie aux efforts de paix et le processus en a été lancé. Nous allons mener une opération terrestre et aérienne. »



Des véhicules blindés turcs patrouillent dans la « zone de sécurité » du côté syrien de la frontière près de Tal Abyad, au nord-est de la Syrie, le 4 octobre 2019.

Trump a parlé en urgence à Erdogan et, dimanche soir, la porte-parole de la Maison-Blanche a [publié un communiqué](#) dans lequel elle a pris note de la détermination de la Turquie à mettre en œuvre « son opération prévue depuis longtemps dans le nord de la Syrie ».

La déclaration des USA indiquait clairement que les États-Unis « ne soutiendront pas et ne participeront pas à l'opération (turque) » et que le contingent militaire américain dans le nord de la Syrie « ne sera plus dans la zone immédiate (d'incursion turque) ». Elle a ajouté que « la Turquie sera désormais responsable de tous les combattants de Daesh capturés dans la zone au cours des deux dernières années, à la suite de la victoire des États-Unis sur le « califat » territorial ».

La mesure dans laquelle Trump et Erdogan sont parvenus à un accord n'est pas claire. Le communiqué turc a affirmé qu'Erdogan visitera Trump en novembre.

Quoi qu'il en soit, Trump ne veut pas que les troupes américaines soient prises dans un feu croisé entre les Turcs et les Kurdes en Syrie. Dans une série de tweets, il est revenu sur son antienne, selon laquelle les États-Unis n'ont pas à rester militairement engagés en Syrie. Trump [a tweeté](#) :

« Les États-Unis étaient censés être en Syrie pour 30 jours, c'était il y a de nombreuses années. Nous sommes restés et nous sommes entrés de plus en plus profondément dans la bataille, sans aucune finalité stratégique. Quand je suis arrivé à Washington, ISIS [Daesh, NdT] était omniprésent dans la région. Nous avons rapidement vaincu 100% du califat d'ISIS, y compris en capturant des milliers de combattants d'ISIS, principalement venus d'Europe. Mais l'Europe ne voulait pas qu'ils reviennent, ils ont dit gardez-les aux USA ! J'ai dit « NON, nous vous avons fait une grande faveur et maintenant vous voulez que nous les détenions dans des prisons américaines pour un coût énorme. Ils sont à vous pour les procès. » Ils ont de nouveau dit « NON », pensant, comme d'habitude, que les États-Unis sont toujours un « pigeon », sur l'OTAN, sur le commerce, sur tout ».

« Les Kurdes se sont battus à notre côté, mais ils ont reçu des sommes d'argent et de l'équipement considérables pour ce faire. Ils combattent la Turquie depuis des décennies. J'ai retardé cette décision pendant presque 3 ans, mais il est temps pour nous de sortir de ces guerres sans fin ridicules, dont beaucoup sont tribales, et de ramener nos soldats chez nous. NOUS NOUS BATTRONS LÀ OÙ C'EST À NOTRE AVANTAGE, ET SEULEMENT POUR GAGNER. La Turquie, l'Europe, la Syrie, l'Iran, l'Irak, la Russie et les Kurdes devront maintenant se dépêtrer de la situation et décider de ce qu'ils veulent faire des combattants d'ISIS capturés dans leur « voisinage ». Ils détestent tous ISIS, ils sont ennemis depuis des années. Nous sommes 7000 miles plus loin, et nous écraserons ISIS à nouveau s'ils s'approchent de nous ! »

Entre-temps, RT a [cité](#) des sources kurdes selon lesquelles le retrait militaire américain de certaines parties de l'est de la Syrie est déjà en cours. Une beauté terrible est née - Trump gagne finalement sa bataille sur le retrait des troupes de la Syrie, qu'il souhaite depuis longtemps.

Ce stupéfiant développement oblige tous les autres protagonistes à courir dans tous les sens. La [première réaction](#) du Kremlin trahit un sentiment de malaise, sachant que

l'irascible président turc peut maintenant devenir le casse-tête de la Russie. Le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov, a refusé de se lancer dans une discussion sur la décision inattendue de Trump – « ce n'est pas à nous de décider quel signal Trump envoie ». Il a platement répété la position de la Russie, selon laquelle « toutes les troupes étrangères présentes illégalement en Syrie doivent quitter le pays ».

La situation difficile de la Russie est compréhensible. Tant qu'Erdogan était aux prises avec les États-Unis, Moscou pouvait prendre ses distances, s'en amuser et profiter de la situation. Mais maintenant, Trump a jeté l'éponge, signalant qu'il a soupé des crises de nerfs d'Erdogan.

En principe, la Russie devrait se féliciter du retrait des États-Unis. Mais si la Turquie s'installe dans le nord de la Syrie, elle ouvre une boîte de Pandore – Damas s'y opposera, c'est sûr ; l'Iran a déjà mis la Turquie en garde contre une invasion et offert de servir de médiateur avec les Kurdes ; les milices kurdes résisteront aux militaires turcs ; Damas pourrait saisir cette occasion pour lancer une offensive et prendre le contrôle d'Idlib, au nord-ouest du pays, une région encore aux mains des groupes islamiques radicaux (soutenus par la Turquie).

La Russie pourrait se trouver dans la position peu enviable d'être négociatrice sur tous ces fronts. Il ne fait aucun doute qu'une invasion turque de la Syrie à ce stade compliquera à l'infini les démarches délicates de Moscou pour un règlement syrien.

Être à la fois juge et partie est une situation impossible, même pour la diplomatie russe. Bien sûr, on ne peut exclure que l'armée turque s'enlise au nord de la Syrie.

Trump est également sûr d'être confronté à de nombreuses critiques sur plusieurs points. Les Kurdes ont un lobby à Washington, et il vont critiquer à grand bruit l'abandon de Trump et arguer qu'il érodera la crédibilité des États-Unis en tant qu'allié fiable au Moyen-Orient.

Une section puissante au sein du Pentagone et de l'establishment du renseignement américain voit la Syrie à travers le prisme de la Guerre froide, et estime qu'une présence militaire américaine en Syrie est un impératif stratégique, étant données les bases militaires russes dans ce pays. Ce point de vue aura une résonance parmi l'élite politique, les think tanks et les médias opposés à Trump.

D'un autre côté, Trump peut miser sur la popularité de sa décision – mettre fin à l'implication des États-Unis dans une guerre au Moyen-Orient qui ne concerne pas directement les intérêts américains. L'opinion publique nationale l'approuve.

Dans l'ensemble, le retrait des États-Unis de Syrie aura de profondes implications pour la région. Israël sera encore plus dépendant de la bienveillance russe. La Russie a mis Israël en garde contre toute déstabilisation de la situation syrienne. Si les Turcs se montrent capricieux, l'axe russo-turco-iranien en Syrie connaîtra une mort prématurée.

Peskov a déclaré que Poutine n'a pas encore pris contact avec Erdogan. La décision de Trump laisse Erdogan totalement libre d'ordonner à ses troupes d'envahir la Syrie. Mais il se retrouverait dans le vide créé par le retrait américain des territoires hostiles. Il est peu probable que l'OTAN soutienne la Turquie dans cette aventure risquée.



La « safe zone » (zone de sécurité) proposée par la Turquie dans le nord-est de la Syrie

En fait, la Turquie se retrouve dans un splendide isolement. Elle ne peut qu'être saisie par l'angoisse, comme piégée dans un cauchemar à la Sisyphé. La Turquie [rejoint](#) l'Arabie Saoudite en tant qu'ange déchu à Washington.

Fondamentalement, ces développements signifient que le repli américain au Moyen-Orient s'accélère. Trump a dit très clairement qu'il n'avait pas l'intention de partir en guerre contre l'Iran pour protéger l'Arabie Saoudite. Aujourd'hui, sa décision sur la Syrie suscitera des inquiétudes dans l'esprit des Saoudiens, qui craignent qu'il n'adopte très bientôt une approche similaire à l'égard de la guerre au Yémen.

La situation d'ensemble est que les États régionaux subissent des pressions pour régler leurs différends par leurs propres moyens, ce qui est une bonne chose. Il y a des signes selon lesquels les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite cherchent un moyen de cohabiter avec l'Iran.

Lors de sa visite en Arabie Saoudite ce week-end, Poutine va certainement mettre en avant le concept russe d'une architecture de sécurité collective dans la région du golfe Persique. Dans des remarques récentes, Poutine a suggéré que la Russie et les États-Unis, ainsi que d'autres pays comme l'Inde, pourraient être « observateurs » dans un mécanisme de sécurité collective inclusif entre États du Golfe Persique.

M. K. Bhadrakumar

Paru sur [Indian Punchline](#) sous le titre *Trump orders troop withdrawal in Syria. It could be for real*

Traduction par [Entelekheia](#)

M. K. Bhadrakumar a travaillé au sein du corps diplomatique indien pendant 29 ans. Il a été ambassadeur de l'Inde en Ouzbékistan (1995-1998) et en Turquie (1998-2001). Il tient le blog *Indian Punchline* et contribue régulièrement aux colonnes d'*Asia Times*, du *Hindu* et du *Deccan Herald*. Il est basé à New Delhi.

La source originale de cet article est [Indian Punchline](#)
Copyright © [M. K. Bhadrakumar](#), [Indian Punchline](#), 2019

Articles Par : [M. K. Bhadrakumar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca